

RETRAITÉS, MAIS PAS EN RETRAIT!

Les gouvernements successifs s'ingénient à vouloir retarder l'âge de départ à la retraite, il y a d'autres évidences. Par exemple nous savons toutes et tous que les pensions sont aussi inégales que les salaires. D'importantes différences existent entre les ouvriers et les cadres, les femmes et les hommes. Comme pour les salaires, les retraites des femmes sont inférieures de 40% (en moyenne) à celles des hommes; de même il existe de fortes différences concernant l'espérance de vie et le nombre d'années en bonne santé entre ouvriers et cadres (plus de 6 ans). Depuis le 1^{er} avril 2013 les pensions sont quasi-gelées. Entre 2003 et 2010 elles ont augmenté de 11,6%. Alors que les salaires, eux, ont augmenté de 17,1%. Le pouvoir d'achat diminue ainsi davantage avec l'âge, alors que les dépenses contraintes comme celles dues aux soins de santé augmentent. La Sécurité Sociale se désengage de plus en plus et on assiste à l'explosion du coût des mutuelles que beaucoup de retraités - mais aussi de jeunes - ne peuvent ou ont du mal à se payer.

Au 1^{er} janvier 2018 la CSG a augmenté, de 1,7 point, ce qui se traduit par une baisse importante de plusieurs centaines d'euros par an. Par ailleurs, 2018 c'est aussi la continuation du gel des pensions, le blocage des complémentaires (surtout agricoles), l'augmentation du forfait hospitalier (prise en charge par le patient de son séjour en hôpital public ou privé) à 20 euros par jour. Augmentation du gaz, de l'électricité, des loyers, des transports, de l'essence... Par contre, les cadeaux fiscaux aux entreprises, aux promoteurs, aux banques, bref à la classe possédante continuent.

Depuis 1945 la France a un système de retraites par répartition. Les pensions dépendent du nombre d'emplois, des salaires, du taux de cotisations sur ces salaires. Retraités et actifs ont donc des intérêts convergents. La réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, la création d'emplois, la défense des statuts et la lutte contre l'évasion fiscale sont, entre autres, des revendications communes. En voulant supprimer ce système de retraites par répartition pour le remplacer par un système à points, c'est à ce lien de solidarité que le gouvernement et le patronat s'attaquent. Dans ce but, Jean-Paul Delevoye, haut commissaire à la réforme des retraites a annoncé le lancement de «*la grande concertation publique sur les retraites*». Comme toujours cette «*concertation*» ne sera que formelle. L'objectif est de faire croire aux fonctionnaires, aux salariés du privé et aux travailleurs indépendants, que ce nouveau système sera plus simple, plus égalitaire. En fait, si le régime par points donne le nombre de points acquis tout au long d'une carrière, la valeur du point est fixée chaque année de façon à pouvoir payer avec la même somme, un nombre plus important de retraités. Avec ce système c'est la baisse assurée des pensions. La présentation du projet de loi est pour l'été 2019, son application pour 2025. Pas de temps à perdre donc, c'est dès maintenant qu'il faut continuer et amplifier les mobilisations!

La France n'est d'ailleurs pas un cas unique: dans les autres pays aussi les retraités s'organisent et manifestent contre la baisse des pensions et la privatisation des systèmes de retraites. En Espagne, c'est par milliers que les retraités sont descendus dans les rues des grandes villes pour protester contre la trop maigre revalorisation des pensions (0,25% depuis cinq ans pour une inflation officielle de 1,1% par an), et refuser le système actuel de privatisation de retraites. La Grèce elle, s'enfonce dans la crise mais la population ne se résigne pas pour autant. Plus d'un million de retraités survit avec une pension de 364 euros, ce qui les mets en-dessous du seuil de pauvreté officiel (382 euros). Leurs revendications sont donc simples: des pensions sans retenues arbitraires du gouvernement et des créanciers (U.E. et FMI). Alors que les plus de 65 ans sont de plus en plus nombreux en Europe, que les retraités sont confrontés aux mêmes problèmes, il est urgent que les organisations de retraités (syndicats et associations) se coordonnent, militent plus étroitement pour agir plus efficacement.

Là comme ailleurs, pas de secret, seul le rapport de force peut faire évoluer les choses en notre faveur. Tenants du pouvoir, ce que nous obtiendrons le sera en vous l'arrachant des mains.

La retraite n'est pas une coupure avec le monde du travail. Ce n'est pas non plus un cadeau des patrons

ou des politiciens. La retraite est un statut social, elle fait partie des conquêtes du mouvement ouvrier. Elle permet d'avoir une activité librement choisie en gérant tout aussi librement son temps. C'est donc à nous, actifs et retraités de la défendre et de l'améliorer, comme nous le faisons déjà depuis longtemps dans la lutte contre le chômage et pour la réduction du temps de travail.

Loin d'être en fin de parcours les retraités n'abandonnent pas la lutte en même temps que leur travail. Ils s'organisent!

Unifions les luttes: dans la rue ensemble retraités et actifs, comme sur les lieux de travail pour les actifs d'aujourd'hui (retraités de demain).

Le gouvernement Macron attaque sur tous les fronts? Ripostons sur tous les fronts!

Groupe anarchiste Salvador-Segui
